Notes pour une allocution de la ministre des Finances
Devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Au lendemain de la présentation du budget 2007-2008 du Québec
Montréal
28 mai 2007

LA VERSION LUE FAIT FOI

Madame la Présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain,
Distingués invités de la table d'honneur
Mesdames, Messieurs,

***

Mesdames, Messieurs,

J'ai présenté jeudi dernier un budget de rigueur et de transparence.

C'est un budget qui me ressemble; un budget qui va droit au but.

Il porte notre ambition de voir le Québec réussir.

Avec ce budget, nous changeons les choses.

Nous prenons les moyens pour que notre économie soit plus concurrentielle.

Et nous sommes responsables envers les générations futures.

***

Mon budget est ciblé. Je ne me suis pas étendue dans une énumération de mesures sectorielles. Mes collègues du conseil des ministres annonceront leurs propres priorités.

Mon travail était de fixer les balises budgétaires sur la voie que le premier ministre a tracée dans son message inaugural.

Cette voie, c'est celle d'un Québec qui relève ses défis.

***

Mon budget fera une différence dans la vie des citoyens grâce à des baisses d'impôt substantielles.

Il fera une différence dans la vie de nos entreprises, surtout manufacturières, pour qu'elles puissent grandir et créer de la richesse et des emplois.

C'est un budget qui s'attaque aux défis du Québec :

- la concurrence internationale,
- les changements démographiques,
- notre dette publique,
- la vétusté de nos infrastructures.

C'est un budget qui affirme nos valeurs, avec une priorité à la santé, et qui porte l'ambition de notre succès, en faisant de l'éducation l'autre grande priorité de notre gouvernement.

C'est un plan pour un Québec gagnant.

***

Mon budget est en six points. Six conditions de succès pour le Québec.

Premièrement, nous valorisons le travail en réduisant de 950 millions de dollars les impôts de tous les contribuables québécois.

Pourquoi baisser les impôts?

Baisser les impôts, c'est encourager et récompenser l'effort et le travail. Avec le vieillissement de la population, nous aurons besoin de la participation de tous au marché du travail.

Baisser les impôts, c’est aussi un encouragement à nos citoyens les mieux formés de rester au Québec et aux immigrants les plus qualifiés de choisir le Québec.

C’est un moyen de dynamiser notre économie en remettant de l’argent en circulation.

Baisser les impôts, ce n’est pas une question idéologique. C’est nécessaire pour créer de la richesse. C’est nécessaire pour être compétitif avec nos voisins dans un monde où la concurrence est plus vive que jamais.

***

Le Québec recevra cette année 2,2 milliards de dollars de plus en transferts fédéraux que l’an dernier.

Nous consacrons les deux tiers à la santé et à l’éducation; l’autre tiers aux baisses d’impôt. Notre approche est équilibrée et responsable.

Recentrer les actions du gouvernement sur ses missions essentielles que sont la santé et l’éducation, c’est un choix responsable :

- Notre système de santé représente pour nos entreprises un avantage comparatif important par rapport à leurs concurrents américains;

- Notre système d'éducation et nos institutions d'enseignement supérieur sont la clé de notre réussite dans une économie dominée par le savoir.

Notre approche est aussi légitime. Un des grands spécialistes en matière de fédéralisme fiscal, Tom Courchesne, disait récemment ceci : « c'est exactement le rôle de la péréquation, permettre aux provinces d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité comparables. »

Le Québec a raison de baisser les impôts. Cette année, huit provinces ont réduit leurs impôts. Nous sommes la neuvième.

Toutes les provinces ont bénéficié de transferts fédéraux plus élevés.

Cinq d'entre elles reçoivent de la péréquation.

Si nous ne baissions pas les impôts, l'écart de fardeau fiscal avec les autres provinces augmentera.

Certains se demandent si nous avons les moyens de baisser les impôts. Moi, je crois que la véritable question est celle-ci : avons-nous les moyens de ne pas les baisser? Avons-nous les moyens de nous laisser distancer sur le plan fiscal?

Le Québec n’est pas une bulle. Le Québec est pleinement intégré à l’ensemble économique canadien et nord-américain.

Or, la concurrence n’est pas seulement une affaire d’entreprises. C’est une joute qui engage aussi les États.

Être concurrentiel sur le plan fiscal est une condition de succès.

Avec ces baisses d’impôt, une famille de deux adultes et deux enfants de la classe moyenne bénéficiera d’un gain pouvant atteindre 2 000 $ par année.

Nous défendrons ces baisses d’impôt jusqu’au bout :

- parce que nous y croyons;
- parce que la classe moyenne qui porte le Québec sur ses épaules a droit à un répit;

- parce que notre capacité d'être concurrentiel en dépend.

***

Deuxième volet de mon budget : nous rendons notre économie plus concurrentielle en accélérant la réduction de la taxe sur le capital qui sera éliminée le 31 décembre 2010

La taxe sur le capital punit les entreprises qui se modernisent. Nous y mettons fin.

Également, pour les entreprises manufacturières : nous bonifions le crédit de taxe sur le capital pour tout investissement dans la modernisation des entreprises en le faisant passer de 5 % à 10 %.

En pratique, c'est l'élimination immédiate de la taxe sur le capital pour les entreprises manufacturières qui investissent dès maintenant au Québec.

En plus, nous bonifions les déductions pour amortissement pour nos entreprises manufacturières.

Elles bénéficieront ainsi d'une réduction importante de leurs impôts.

L’ensemble de ces mesures aux entreprises se résume, à terme, à une réduction de leur fardeau fiscal de 900 millions de dollars.

Avec ces mesures, le Québec prend résolument le virage de la productivité.

Mais surtout, c'est un changement de philosophie.

Nous passons d’une fiscalité qui taxe l’investissement à une fiscalité qui le récompense.

***

Troisième volet de mon budget : nous investissons dans nos infrastructures afin de rénover nos écoles et nos hôpitaux et de réparer nos routes

Nous investirons 30 milliards de dollars sur 5 ans dans nos infrastructures.

Ce sera du 2 pour 1. Nous investirons deux fois plus dans la rénovation que dans le développement.

Moi aussi, j’ai été troublée, par ces reportages sur la vétusté de nos écoles, de nos hôpitaux de nos routes.

La politique que j’ai dévoilée en 2004 permettra de réaliser en 2007-2008, des investissements de 2,7 milliards $ uniquement dans le maintien d’actifs.

C’est presque le double de l’effort consenti en 2003-2004.

Nos infrastructures publiques sont parfois un embarras. Nous devons en faire une fierté.

Nous allons rénover nos écoles et nos hôpitaux comme jamais nous l’avons fait. Ce sera une corvée de remise en état de nos bâtiments publics.

Il ne doit plus y avoir de toits qui coulent dans nos écoles.

***

Quatrième volet de mon budget, nous nous attaquons avec détermination à notre endettement.

En plus de léguer des infrastructures en bon état, nous allons léguer à nos enfants des finances publiques saines.

Nous accélérons la réduction du poids de notre dette.

Nous allons augmenter le rythme et le montant des versements prévus au Fonds des générations. Dans cette perspective, nous avons donné à Hydro-Québec le mandat d’accélérer le développement des marchés d’exportation.

Dans le contexte créé par la lutte contre les changements climatiques, l’énergie renouvelable sera en demande. Et les prix iront croissant sur les marchés.

Nous avons cette ressource. C'est notre or bleu.

Dès maintenant, 200 millions de dollars seront ajoutés au Fonds des générations.

Les exportations d’électricité nous permettront bientôt d’augmenter de 400 millions de dollars par année nos versements, pour les porter à 1 milliard de dollars par année.

En moins de 20 ans, nous aurons réduit le poids de la dette à 25% du PIB.

***

Cinquième volet de mon budget : nous rendons l'administration publique plus transparente.

Nous avons conclu une entente avec le Vérificateur général du Québec. En vertu de cette entente, nous procéderons à une réforme majeure de la comptabilité gouvernementale. Elle correspondra aux nouvelles normes de l'Institut canadien des comptables agréés. (PCGR)

Dans le cadre de nos travaux avec le vérificateur général du Québec, nous mettrons nos normes à jour, notamment en intégrant les hôpitaux, les commissions scolaires et les cégeps au périmètre comptable du gouvernement.

***

Sixième volet : priorité à la santé et à l'éducation tout en maintenant une gestion rigoureuse des dépenses publiques

Nous augmentons les crédits de la santé de 6 %, soit de 1,4 milliard de dollars. Quant au budget de l'éducation, il grimpera de 5 %, ce qui représente 643,6 millions $ de plus.

Depuis 2003, notre gouvernement a augmenté de plus de 8 milliards $ les ressources accordées à la santé et à l'éducation. C'est 82 % de l'augmentation totale des dépenses au cours de cette période.

Voilà la mesure de l'effort financier que nous faisons pour mieux soigner nos parents et mieux éduquer nos enfants.

***

Le réinvestissement en santé nous permettra d'entrer véritablement dans l'ère de la garantie d'accès. Nous assurerons l'accès à l'intérieur d'un délai de six mois aux chirurgies de la cataracte, du genou et de la hanche.

Nous tracerons la voie à l'élargissement de cette garantie d'accès à l'ensemble des chirurgies.

Nous permettrons également le recours aux cliniques privées affiliées, afin de mettre le privé au service du public.

Nous ajoutons aussi des sommes importantes pour désengorger les urgences, pour maintenir les personnes âgées dans le milieu de vie de leur choix et pour développer les soins à domicile.

***

En éducation, le réinvestissement est de 643,6 millions $ (5%).

Avec ce réinvestissement :

- Nous favorisons la réussite scolaire. Nous embaucherons 800 professionnels de plus au cours des deux prochaines années pour porter à 1 800 le nombre de professionnels qui accompagnent nos élèves en difficulté.

- Nous continuons d'investir dans l'aide aux devoirs, un service maintenant offert dans plus de 2 000 écoles du Québec.

***

Notre priorité à l'éducation, c'est aussi la reconnaissance du rôle crucial joué par nos maisons d'enseignement supérieur.

Si nous voulons rivaliser avec les meilleurs du monde, nos maisons de haut savoir doivent avoir les ressources pour recruter et retenir les meilleurs

professeurs et chercheurs et avoir des équipements à la fine pointe de la technologie.

Mon budget confirme un engagement de 240 M$ additionnels dans nos universités et de 80 M$ dans nos cégeps.

De plus, pour l'an prochain, 2008-2009, nous annonçons déjà 187M$ de plus pour nos universités et collèges. Cet argent, c'est la totalité de l'augmentation annoncée des transferts fédéraux pour l'enseignement post-secondaire.

Et cette bataille, croyez-moi, elle n'est pas terminée. Le gouvernement fédéral doit faire plus pour le financement de nos collèges et universités. C'est le dossier prioritaire au Conseil de la fédération.

***

Si nous avons pu faire depuis 2003 des réinvestissements successifs majeurs en santé et en éducation, c'est parce que nous gérons avec rigueur.

Encore cette année, la croissance des dépenses est limitée à 3,9 %.

Depuis quatre ans, le taux de croissance annuel moyen des dépenses du gouvernement du Québec a été de 4,2 %.

C’est moins des deux tiers du rythme de croissance moyen des dépenses des autres provinces canadiennes.

L’argent des Québécois est géré avec rigueur.

***

Si nous pouvons investir dans les priorités des Québécois, c’est aussi parce que nous avons modernisé notre État afin de pouvoir concentrer davantage de ressources dans les missions essentielles de l’État.

La modernisation de l’État va se poursuivre. Nous éliminerons par attrition 3 800 postes de plus dans la fonction publique au cours des 3 prochaines années.

Nous le ferons en maintenant la règle du remplacement d’un employé sur deux quittant pour la retraire.

Depuis 2004, cette règle a permis d’éliminer 3 400 postes. Cela représente des économies de plus de 1

milliard de dollars que nous avons réinvesties en santé et en éducation.

Sur une période de 6 ans, nous aurons ainsi réduit la taille de la fonction publique de 10 %.

***

Avec mon budget, nous poursuivons le travail de recentrage de l'État sur ses missions essentielles.

Nous privatisons 5 services gouvernementaux, dont le Centre de gestion de l'équipement roulant et le Centre de signalisation au ministère des Transports.

Il n'appartient pas à l'État de se faire garagiste ou concepteur de panneaux routiers.

Moi, je veux que l'État soit spécialiste en santé, en éducation, qu'il crée un contexte de croissance pour notre économie et qu'il guide notre évolution vers le développement durable.

En plus, nous vendons trois édifices commerciaux qui sont propriété de la Société immobilière du Québec. Il ne relève pas davantage de la mission de l'État de gérer des édifices commerciaux.

Le fruit de la vente de ces actifs sera versé au Fonds des générations.

***

La rigueur de notre gestion nous amène aussi à nous poser les vraies questions. Je pense ici à l'enjeu du financement à long terme de notre système de santé.

Nous y avons réinvesti 6 milliards $ depuis 2003. Mon collègue le ministre de la Santé et des Services sociaux a fait un travail colossal pour redéployer le réseau et le rendre plus efficace.

Dans un contexte de pénurie d'effectifs médicaux et infirmiers et de croissance de la demande due au vieillissement de la population, nous avons fait plus qu'aucun autre gouvernement dans ce domaine.

Mais nous devons aujourd'hui aller plus loin et poursuivre la réflexion sur le rôle que le secteur privé peut jouer pour améliorer l'offre de services et l'accès aux services.

C’est à cette fin que j’ai formé un groupe de travail présidé par M. Claude Castonguay.

Il devra proposer des pistes de solution pour assurer à long terme un financement adéquat de notre système de santé dans le respect des valeurs de compassion et de justice sociale qui ont présidé à la mise sur pied de notre système public.

Jamais au Québec, la situation financière d’un malade ne sera une condition d’accès aux soins. C’est un principe fondamental de notre parti.

Mais nous n’allons pas nous menotter avec la nostalgie.

Le rapport de ce groupe devra être remis au gouvernement avant la fin de l’année.

***

Voilà donc mon budget.

Un budget :

- Qui baisse les impôts de la classe moyenne;
- Qui permet à nos entreprises de se moderniser pour créer plus d’emplois; hausse de la productivité;
- Qui rénove nos écoles et nos hôpitaux et qui répare nos routes;
- Qui réduit le poids de notre dette;
- Qui rend notre administration plus transparente;
- Et qui fait de la santé et de l’éducation nos grandes priorités.

C'est un budget pour faire grandir le Québec, qui porte l’ambition de notre succès et qui nous rend responsables face aux générations futures.

***

C’est un budget pour tous les Québécois. Pour tout le Québec.

C’est aussi un budget pour une métropole forte.

Par ses mesures énergiques de soutien à l’investissement, il appuie le dynamisme de l’économie de la métropole.

Par ses priorités à la santé, il améliore la qualité de vie des citoyens de la métropole. Il confirme une vision d’avenir : le plus important projet de développement en santé au Canada. Bientôt, sortiront de terre trois nouveaux hôpitaux universitaires.

Par sa priorité à l’éducation, à l’éducation supérieure, notamment, mon budget renforce le rôle de pôle universitaire nord-américain de Montréal.

Par ses investissements dans les infrastructures, il annonce une corvée de rénovation des bâtiments publics de Montréal.

À travers ses crédits, il confirme la réalisation de plusieurs projets majeurs de transport : le prolongement de la 25, le Train de l’est, le renouvellement des voitures du métro de Montréal.

Ce budget confirme l’appui de 140 millions $ du gouvernement au plan *Montréal 2025*.

Je répète par ailleurs les mots du premier ministre prononcés lors de son discours inaugural : *« Nous allons appuyer notre métropole afin qu'elle puisse diversifier ses sources de revenus et mieux assumer son rôle crucial de locomotive économique du Québec. »*

Nous allons régler ce dossier.

Mon budget est un budget pour une métropole plus forte dans un Québec plus fort.

***

Mon budget, voici ce qu'on en dit :

Un budget orienté vers les résultats, Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Un excellent budget pour le Québec, Conseil du patronat du Québec.

Une stratégie budgétaire bien orientée, Fédération des chambres de commerce du Québec.

Un budget responsable avec des mesures importantes pour les PME, Fédération canadienne de l’entreprise indépendante.

Avec ce budget, le gouvernement répond à l’appel des manufacturiers et exportateurs et lève le pied sur le frein pour relancer l’investissement, les Manufacturiers et exportateurs du Québec.

Un budget prometteur pour les municipalités, Union des municipalités du Québec.

Pour la santé, un effort significatif dans un contexte de ressources restreintes, Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

***

C’est un budget qui répond par ailleurs au contexte d’un gouvernement minoritaire en faisant une large place aux demandes des partis d’opposition.

Le PQ voulait de l’argent neuf pour les soins à domicile et l’aide aux élèves en difficulté, c’est là.

L’ADQ voulait qu’on mène une lutte plus déterminée contre la dette, qu’on mette en œuvre les recommandations du vérificateur général, c'est là.

Voici ce qu'écrivait l'éditorialiste en chef de La Presse, André Pratte, au lendemain du budget :

Il n'y a rien d'irresponsable, de scandaleux, d'horrible dans ce budget. Absolument rien qui justifie la tenue d'élections anticipées, une dépense de 72 millions.

Demandez à une famille monoparentale d'un enfant avec un revenu de 40 000 $ s'il est condamnable de réduire ses impôts de 360 $ par an. À peine capable d'assumer le rôle d'opposition officielle, l'ADQ de Mario Dumont a la prétention dès aujourd'hui de gouverner le Québec? Voici les irresponsables.

L'ADQ a décidé de voter contre ce budget. Cette décision a été prise avant même que le budget ne soit public. C'est irresponsable.

L'ADQ a émis quatre critiques envers le budget. Elles sont toutes sans fondement.

D'abord, l'ADQ affirme que nous équilibrons le budget en raison de la vente d'actifs d'Hydro-Québec. C'est faux. La vente de la filiale chilienne a rapporté 800 millions de dollars. De ce montant, 700

millions de dollars sont versés au Fonds des générations pour le remboursement de la dette.

L’ADQ affirme que la dette nominale ne doit pas augmenter. Si c’était le cas, nous ne pourrions construire les hôpitaux universitaires. Nous ne pourrions remplacer les voitures du métro de Montréal. Nous ne pourrions rénover nos écoles. Et Hydro-Québec devrait freiner le développement hydroélectrique.

C’est un non sens. Ce qu’il faut, c’est réduire le poids de notre dette par rapport à notre économie. C’est ce que nous faisons avec un plan très clair et des cibles très claires. C’est la raison pourquoi l’agence Moody’s a relevé la cote de crédit du Québec à deux reprises.

L’ADQ voudrait aussi limiter la hausse de tous les tarifs au niveau de l’inflation. Cela voudrait dire de ne pas augmenter les frais de scolarité de 50 $ par session comme nous l’avons annoncé. Ou exclure des médicaments de liste des médicaments assurés. On ne peut appliquer des formules aussi simplistes comme le propose l’ADQ.

Enfin, l'ADQ nous reproche de ne pas introduire de nouvelles règles comptables avant l'automne prochain. C'est tout simplement ne pas comprendre ce dont il s'agit. Nous avons signé une entente avec le vérificateur général pour revoir nos règles comptables à la lumière des Principes comptables généralement reconnus (PCGR). Nous intégrerons les réseaux de l'éducation et de la santé au périmètre comptable du gouvernement. Cela doit se faire conjointement avec le Vérificateur général.

L'intransigeance de l'ADQ témoigne de son manque de maturité. Ce parti n'est tout simplement pas à la hauteur des défis que doit relever le Québec.

La rigueur est pour moi une valeur très importante. Vous savez comme moi que Gilles Taillon, alors qu'il était président du Conseil du patronat du Québec, a réclamé au moins soixante-dix fois des baisses d'impôts. Maintenant qu'on lui en offre, il s'indigne et se dit contre! Je ne trouve pas cela très sérieux…

***

Notre gouvernement a toujours su assumer ses responsabilités. C’est pourquoi nous sommes ouverts et tenons à dénouer l’impasse dans laquelle le parlement se trouve. Il s’agit d’une question de sagesse, de maturité et de responsabilités.

J’espère que le dialogue amorcé avec le Parti québécois lui permettra d’agir de façon responsable et d’appuyer notre budget. Il en va de l’intérêt des Québécois. Il en va de l’intérêt du Québec.

Seul l’ADQ semble incapable d’agir dans le sens des intérêts supérieur du Québec. C’est manquer à son devoir, c’est manquer de sens des responsabilités. C’est surtout un manque de maturité.

***

Mon budget est rigoureux et transparent. Il est responsable et audacieux.

Ce budget, c’est une vision d’avenir pour le Québec.

Merci.